

Case  
FRC  
15485

ON vient de répandre profusément et avec affectation un Mémoire imprimé dans lequel je suis outrageusement calomnié.

Je ne puis *comme Témoin* me rendre partie dans un procès qui m'est étranger, pour demander la suppression de cet infâme Mémoire; parce que je ne doit pas aggraver le sort des accusées à qui il semble que tout soit permis pour leur défense.

Je ne puis *comme juge de Paix* intervenir dans une affaire que j'ai voulu prévenir et sur laquelle j'avois concilié les parties civiles.

Mais le ministère public, mais les Juges ne souffriront pas sans doute qu'un *Citoyen* dont toute la vie a été sans reproche, qu'un *Fonctionnaire* dont la réputation ne peut souffrir la plus légère atteinte, soit impunément livré à la plus affreuse diffamation.

Le procès dans lequel on cherche à m'inculper sera jugé sous quinze jours, alors je

( 2 )

pourrai justifier publiquement ma conduite ;  
et j'ose croire que le jugement m'aura fait  
justice des imputations calomnieuses répandues dans le Mémoire dont je me plains.

« En attendant , je supplie les ames honnêtes  
» de suspendre leur jugement ; j'ai porté , aux  
» Accusées , dans ma confrontation le défi de  
» trouver dans tous le cours de ma vie le moindre trait qui puisse annoncer les atrocités  
» dont elles me chargent , parce qu'en effet si  
» j'ai jamais ambitionné et si j'ai été assez  
» heureux pour acquérir quelque réputation,  
» c'est celle de la plus intacte probité ».

BRUNEAU , *juge de Paix de la*  
*Section de la place de Louis XIV , Élec-*  
*teur du Département de Paris.*